



Manifeste du PSE

Elections européennes de juin 2009

Parti Socialiste Européen



elections2009.pes.

behöver en ny färd

Ljudi na prvo mesto : Ev
na novi

In primul rand oamenii : O na
directie pentru Euro

Ihminen ensin : Uusi
suunta Euroopalle

L'udia na prvom mieste :
Nový smer pre Európu

People First : A New Direc
for Eu

Mennesker fø
retning f

De Mënsch fir d'éischt : Eng
Richtung fir Euro

Mennesker framfor
retning

As pessoas

Table des matières

01. Relancer l'économie européenne
Donner un cadre au développement économique, à l'emploi et à la croissance. Une stratégie européenne de croissance et innovante, créant des emplois et de la richesse pour tous. Mettre la modernisation de l'emploi au cœur de la politique sociale, en favorisant les travailleurs et des partenariats entre les acteurs sociaux.
 02. Faire progresser la justice sociale
Faire avancer la justice sociale et protéger les droits fondamentaux des citoyens. Protéger les droits sociaux et la sécurité sociale.
 03. Mettre l'Europe en tête de la transition climatique
Faire aboutir les négociations pour un accord mondial sur le climat. Entrainer par l'exemple l'Europe à une transition vers l'énergie plus ambitieuse et durable.
 04. Parvenir à l'égalité des chances
Faire de l'égalité entre les hommes et les femmes une priorité dans tous les domaines de la vie publique et privée.
 05. Donner à l'Europe une identité
Gérer l'immigration et l'intégration des personnes migrantes dans l'Union européenne.
 06. Faire de l'Europe un pays du développement
Promouvoir la paix et la sécurité dans le monde. Promouvoir le partage des richesses mondiales. Eradiquer la pauvreté et promouvoir le développement durable à l'échelle mondiale.

ites entendre votre voix en

Nous voulons ainsi répondre, à travers des propositions concrètes, à la volonté générale de la population d'engager l'Europe dans une nouvelle direction.

Nous avons écouté les citoyens à travers une vaste consultation citoyenne et nous avons également dialogué avec des syndicats, des organisations non gouvernementales et des fondations de toute l'Europe. Voici donc nos réponses sur la base de ce que nous avons entendu. Telle est l'essence de notre manifeste – un manifeste citoyen.

Plus que jamais, l'enjeu des élections européennes sera une question de choix politiques. Il s'agira de choisir entre notre vision d'une Europe progressiste qui lutte de façon active pour un avenir meilleur pour nos concitoyens, en préservant l'emploi et le niveau de vie des individus dans un contexte de récession, en luttant contre le changement climatique, en promouvant la justice sociale, la sécurité et l'égalité dans le monde globalisé d'aujourd'hui; et une Europe à droite, réactionnaire, où l'avenir de nos pays et de nos citoyens sera laissé aux mains du marché et des forces échappant au contrôle démocratique.

Nous lançons un appel aux citoyens européens afin qu'ils votent pour faire la différence en Europe. Les citoyens d'abord ! Votez pour donner un nouveau sens à l'Europe !

Fraternellement,

Poul Nyrup Rasmussen
Président du PSE





Les citoyens d'abord : Un nouveau sens pour l'Europe

Partout en Europe, les gens
la récession et la hausse du
la flambée des prix de l'alimentation,
d'achat et le risque croissant de
criminalité et le terrorisme. Si la crise
grave, le choix sera entre deux voies
pour l'avenir de l'Union européenne.

Chaque électeur aura à choisir entre
progrès, où les citoyens, les travailleurs
ensemble pour répondre aux défis
où l'avenir de nos pays et de nos familles.

Le Parti socialiste européen, plus
protectrice, prête à relever les défis
«les citoyens d'abord».

Dans le monde actuel où nous savons
que aucun pays ne peut résoudre les problèmes
financière et la récession mondiale
dans une autre région du monde que celle
nous. L'action concertée des pays de l'Union
face à la crise financière. Si les partenaires sociaux
combattent l'Union européenne pour faire face à la
crise, sans les partenaires ni les citoyens.

L'Union européenne, c'est notre avenir. Elle
met en position forte pour traiter les défis
des pays. Une coopération plus importante

européen parle en votre nom, il défend vos intérêts et soutient vos causes.

Nous nous engageons à:

- 01. Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières**
- 02. Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale**
- 03. Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique**
- 04. Parvenir à l'égalité des sexes en Europe**
- 05. Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès**
- 06. Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement**

Les partis de gauche, quand ils sont au pouvoir au niveau local ou national, améliorent concrètement la vie des citoyens. Les progrès obtenus par l'action des socialistes et sociaux-démocrates sont clairement visibles.

Ces cinq dernières années, la droite a disposé d'une majorité en Europe, au sein de la Commission et du Parlement européens, et avec la majorité des gouvernements des Etats membres. Mais qu'en a-t-elle fait ? A-t-elle réussi à faire face à la crise financière mondiale ? A-t-elle enrayé la montée des prix de l'alimentation et de l'énergie ? A-t-elle réduit la pauvreté et les inégalités ? La société est-elle plus juste qu'il y a cinq ans ? A-t-elle soutenu nos propositions pour créer plus d'emplois mieux protégés ? **La droite suit le marché. Nous suivons nos convictions.**

Nous avons besoin d'une société qui lance les réformes essentielles et de la société dans son ensemble pour libérer les gens de la pression. Il faut joindre les deux bouts au milieu de la vie, de la montée du chômage, de plus de salariés précaires et de la menace des expulsions (78 millions d'adultes et d'enfants de pauvreté).

La crise financière mondiale a été sans règles. L'économie mondiale a connu deux chocs successifs depuis les années 1930 et une crise des denrées alimentaires. Il faut une économie mondial, pour redonner cohérence aux échanges nationaux et internationaux; pour faire un effort d'investissement dans la croissance durable pour tous.

La politique de la droite est celle de la richesse et de la pauvreté, servant les intérêts d'une minorité. Mais aujourd'hui les dégâts causés par la crise sont évidents. Mais nous savons comment établir la justice dans la nou-

respectueuse de l'environnement. Rassemblés, nous sommes une force pour le changement.

Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».

En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.



L'Europe est l'une des plus grandes opportunités pour nos concitoyens. Nous devons agir pour assurer des emplois et des revenus plus élevés, et pour garantir que les citoyens ont accès à des services sociaux de qualité. Nous devons également promouvoir l'innovation et les technologies pour créer de nouveaux emplois et améliorer la qualité de vie des citoyens.

En Europe, tous les citoyens doivent avoir accès à des services sociaux de qualité, offrant des conditions de vie décentes et sûres. Notre action doit se concentrer sur la création d'emplois plus qualifiés et plus durables, et sur l'innovation et les technologies. Contrairement à ce que la droite prétend, les emplois et les revenus doivent être augmentés, et les droits sociaux des salariés doivent être renforcés. Bien au contraire : ils doivent être renforcés pour assurer la sécurité sociale et pour garantir la paix sociale et à l'entreprise. **Pour la droite, la sécurité sociale et la paix sociale sont des priorités.**

son emploi ou son logement. Agissons donc pour aider les plus touchés à se relever. Et, pour éviter le retour de nouvelles crises financières, luttons pour l'établissement de règles plus responsables appliquées à tous les acteurs financiers. Cette crise marque la fin de l'ère néolibérale des marchés sans régulation crédible. **La droite croit à la société de marché, où les riches deviennent toujours plus riches au détriment de tous les autres.** Nous croyons, nous, en une économie sociale de marché donnant à chacun sa chance de réussir en saisissant les possibilités nouvelles d'un monde ouvert. Nous croyons à la solidarité entre les générations, non à la concurrence entre individus prônée par les néo-libéraux.

Le changement climatique constitue la plus grande menace à long terme sur l'humanité. C'est un problème mondial demandant une solution mondiale. **La droite parle du changement climatique mais pour nous il faut autre chose que des mots.** Nous voulons des actions concrètes et réaliste pour protéger l'environnement et pour réorienter notre économie vers une nouvelle croissance écologique, innovante, créatrice d'emploi.

L'énergie est devenue une question de sécurité vitale pour l'Europe. Nous importons déjà 50% de notre énergie et cette proportion pourrait passer à 70% à l'horizon 2030. C'est tous ensemble que nous devons construire notre indépendance énergétique en développant des énergies respectueuses de l'environnement, produites en Europe. **La droite croit qu'il faut rester dans le train-train et s'en remettre au marché.** Certains conservateurs vont jusqu'à nier la réalité du changement climatique, ignorant les preuves scientifiques massives en toute irresponsabilité face à cette grave menace pour le monde. Notre volonté est de faire de l'Europe le leader mondial de la lutte contre le changement climatique.

application sûre et juste pour en écartant les abus. Le combat contre l'émigration dans les régions rurales nous devrons nous en préoccuper pour l'intégration des immigrés, personnes dans lesquelles ils vivent. La réponse humaine aux défis climatiques.

Les menaces pour la démocratie sont disparu. Les frontières européennes, la criminalité et l'extrémisme. Le niveau européen doit empêcher l'exploitation des citoyens sur notre sol, les droits fondamentaux que sont la liberté et les personnes. L'Europe doit servir le service de la paix et du développement, tout en servant l'intérêt des peuples. Ensemble au sein de l'Union, et leur influence dans les affaires mondiales. **La droite parle des principes de démocratie et de développement. Nous mettons en œuvre ces mêmes principes.**

Notre coopération en Europe

- ◆ Nous sommes la plus grande puissance dans l'Union, donc créer plus de emplois et réduire la pauvreté en développant des économies régionales communes;

- en aucun cas entraîner l'alignement vers le bas des droits sociaux et des salaires, qui permettrait à un Etat de prendre un avantage compétitif sur les autres aux dépens des travailleurs ;
- ◆ Nos forces de police et nos autorités judiciaires sont capables d'agir ensemble contre le crime organisé et le terrorisme.

Nous voulons une Europe forte et progressiste. Notre manifeste citoyen pour une Europe de gauche affirme les politiques répondant à ces principes et veut transformer les défis qui sont devant nous en chances de progrès pour tous.

Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ». En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.





Les propositions

Dans toute l'Europe, frappe nos économies et le pouvoir d'achat diminue. La situation. L'euro a protégé très bien les ménages dans cette crise financière mondiale. Les règles aux marchés financiers ont été modifiées pour dégager à nouveau de la crise.

La menace du changement s'accroît aussi: ne pas agir nos conditions de vie. Nous réchauffement peut renouvel croissance écologique et inn les Européens. Nous croyons sur des stratégies économiqu entre elles.

pour développer leurs compétences, accéder à des emplois plus qualifiés, pouvoir partir travailler ou étudier ailleurs en Europe. Pour nous, toutes les actions publiques dans ce domaine, au niveau local, régional, national et européen, doivent avoir pour but le soutien des personnes dans les reconversions et l'accès à de meilleures possibilités professionnelles.

Le budget européen doit être réorienté vers la croissance écologique et innovante pour anticiper les défis futurs. Puisque ce budget a par principe une fonction de solidarité, il doit aider à améliorer le niveau de vie, à soutenir la cohésion et la croissance dans toute l'Europe et à réaliser la convergence économique des régions les moins développées de l'Union, notamment dans les nouveaux Etats membres.

Donner un cadre aux marchés financiers pour l'économie réelle, l'emploi et la croissance:

La tempête sur les marchés financiers a démontré l'efficacité de l'action commune des Européens pour éviter l'effondrement du système bancaire et stabiliser les marchés. Cet engagement européen partagé a protégé l'épargne, les retraites et les logements des citoyens. Mais la crise a révélé les failles profondes du système de marché, qu'il faut encadrer à la base pour éviter l'arrivée d'autres crises. Tous les intervenants financiers doivent à l'avenir respecter des règles claires pour opérer dans nos pays.

Notre volonté politique est de mettre, à l'avenir, les marchés financiers au service de l'économie réelle, de l'emploi et de la croissance.

primes des dirigeants, comme les bénéfices, empêcher les conflits d'intérêts, exercice de leur droit à la retraite, tout rachat d'entreprises, de pension le droit à la retraite, Le système européen de retraite doit être considéré comme un droit, doivent faire apparaître les obligations souscrites. La vente de la retraite et elle doit être éliminée, les contrats spéculatifs et les options, l'objet d'un contrôle, les principes-clé seront appliqués, leurs règles de commerce doivent être établies, des investisseurs doivent être empêchés par l'endettement et l'endettement doit être limité.

2. Nous proposons de mettre fin aux pratiques de la fraude fiscale, de l'évasion fiscale et de l'écotaxe, d'argent en Europe et de l'impôt sur le revenu. Les marchés paient une partie de la facture.

3. Nous proposons de renforcer les institutions internationaux, à l'échelle mondiale et de préserver l'environnement en donnant aux institutions un rôle démocratique nécessaire.

«économie de la connaissance», la plus dynamique et la plus compétitive au monde, soutenant sa croissance par le développement de l'emploi qualifié et par la cohésion sociale. Tous les niveaux de pouvoir dans l'Union doivent coopérer pour stimuler cette croissance écologique et innovante, notamment par la fiscalité et la modernisation des structures économiques. Les projets d'investissement financés par l'UE doivent être lancés rapidement pour y contribuer. Les éléments centraux de notre stratégie sont les suivants:

- 4.** Doter l'Europe du système de transports le plus efficace, le plus économique et le plus écologique dans l'intérêt des particuliers et des entreprises. Cela implique de développer un réseau ferroviaire à grande vitesse compétitif et d'un coût accessible entre grandes villes et régions européennes, bien connecté aux autres modes de transport ; de créer un espace aérien intégré offrant des routes aériennes plus directes et des temps de vol réduits ; de rendre le transport maritime et fluvial plus propre, plus efficace et plus sûr pour les travailleurs et les passagers. Il y a aussi la transformation des transports urbains: les maires socialistes d'Europe montrent l'exemple dans le manifeste Mobilité Urbaine qu'ils ont publié en 2008, présentant de nouveaux concepts plus rapides, économiques, non polluants. Nous proposons une initiative européenne d'échange des meilleures expériences et de promotion de la mobilité urbaine durable en Europe. Nous continuerons en outre à renforcer la sécurité de tous les modes de transport.
- 5.** Nous appelons à un programme européen de développement des réseaux de transport d'énergie et de transport de données à large bande, indispensables à l'économie européenne de demain. Les parcs à éoliennes en mer, par exemple, exigent

- 6.** L'efficacité énergétique et les factures des familles dans les travaux de travail réel en communautés locales visant à réduire la consommation d'énergie dans les logements, et par la baisse des prix des fournisseurs et du consommateur.
- 7.** Il est essentiel d'investir dans la recherche-développement et l'innovation écologique et innovante. Les Etats-Unis dépendent des Européens dans ce domaine et deviennent le premier pays au monde.
- 8.** Nous proposons une politique de l'emploi. Tous les projets doivent évaluer leur efficacité et l'accès des travailleurs financés par l'Union à des ressources du Fonds social européen pour le retour des travailleurs, des qualifications. Nous proposons l'investissement dans l'innovation et la création d'entreprises et proposons de financer

Européens, pour élargir cette mobilité aux apprentis et aux adultes en formation permanente, et pour offrir au plus grand nombre la possibilité d'étudier à l'étranger. La mobilité doit être la règle, non l'exception: tout jeune Européen doit y avoir accès.

9. Si nous voulons stimuler l'activité et les échanges en Europe, et créer davantage d'emplois avec des droits sociaux et des normes environnementales de haut niveau, il faut parachever le marché intérieur européen – et réduire les formalités imposées aux entreprises. Il faut donner aux PME, fondement de notre économie et principal employeur des salariés européens, un cadre juridique simplifié grâce à un statut d'entreprise européenne, et un accès facilité à l'ensemble du marché communautaire, au financement et aux aides à de l'innovation. Il faut augmenter les fonds propres et donc la capacité de crédit des deux outils financiers que sont la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et l'accès des PME à ces crédits doit être simplifié.
10. La Banque Centrale Européenne doit soutenir la croissance et l'emploi tout en préservant la stabilité des prix.

Mettre la modernisation de l'économie au service des travailleurs et des entrepreneurs :

11. Nous proposons d'aider les entrepreneurs à anticiper les changements liés au défi climatique et aux ruptures technologiques. C'est le moyen de préserver et de créer des emplois en aidant les travailleurs à acquérir de nouvelles qualifications si leur

se développer, par d'Investissement, en Europe de l'éco de 5 millions de personnes, introduisant un système adapté aux associations.

Notre plan européen de réformes pour tous les Européens à tirer au maximum leurs conditions de vie.

Nous pouvons faire mieux pour la justice en matière de travail et de l'emploi
juste en matière de fiscalité
En juillet 2009



Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale

En Europe, qui que nous soyons et où que nous soyons nés, nous avons les mêmes aspirations essentielles sur le type de société dans laquelle nous voulons vivre : une Europe sûre, avec une qualité de vie élevée, des emplois qualifiés et stables, un environnement protégé.

Les inégalités déjà existantes et les nouveaux défis mondiaux mettent les Européens sous une pression accrue et créent dans nos sociétés un risque permanent de clivages sociaux : entre les enfants de familles riches et de familles pauvres ; entre ceux qui ont un emploi stable et bien rémunéré et ceux qui sont confinés à des tâches d'exécution dans des emplois précaires ; entre les travailleurs à faible qualification et les détenteurs de diplômes enviés ; entre ceux qui ont accès à Internet et ceux qui ne l'ont pas ; entre les immigrés et les Européens d'origine ; entre les femmes et les hommes.

Nous pouvons faire reculer toutes ces inégalités en concentrant l'ensemble des politiques européennes sur l'amélioration de la vie des Européens. Nous devons mener des programmes mieux adaptés pour protéger les plus faibles dans la période de récession et au-delà. Nous voulons construire

prise de responsabilité des nou-
la participation de tous à la poli-
ment l'expression des jeunes E
nouvelle Europe sociale, à l'amé-
climatique, à la mondialisation e
à l'échange et au débat démocra-
en consultant nos adhérents
publique, sur les priorités à rete

L'Union européenne est fo-
discrimination et le respect
toutes ses formes, culturelle
grands atouts de l'Europe.

L'économie européenne a é-
consommateurs. Après nos s
des jouets, la réduction des p
continuerons nos actions po
Le progrès dans les droits et
avancer vers une Europe plus

Faire avancer la justice

- 13.** Nous entendons n
établissant des o
nationales de so
lutter contre la p
développement éco
la création dans t

énergétiques afin de prévoir les mesures les mieux adaptées pour éviter qu'elles ne pèsent prioritairement sur les plus défavorisés.

- 15.** Nous proposons d'établir un cadre européen pour les services publics, qui garantira aux citoyens le droit d'accès universel et égal à ces services, la qualité, l'autonomie locale et la transparence des services publics, et qui maintiendra leur intégrité telle qu'elle est définie nationalement. Ainsi les règles européennes en matière de concurrence et du droit des entreprises ne s'opposeront pas aux droits des citoyens. La part des critères sociaux et environnementaux dans l'attribution des contrats et marchés publics européens doit être élargie et renforcée dans les règles communautaires.
- 16.** Nous proposons un Accord européen sur les salaires, garantissant un salaire égal à travail égal et prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent dans tous les Etats membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Les travailleurs ne doivent pas voir leurs droits sociaux mis en concurrence.
- 17.** Nous devons traiter les problèmes de «fuite des cerveaux» associés aux mouvements de migration de professionnels de haut niveau et de travailleurs qualifiés tant au sein de l'espace européen qu'en provenance de pays tiers.
- 18.** Nous agirons dans tous les Etats membres pour soutenir des politiques fiscales justes, garantissant le financement des systèmes de protection sociale des citoyens européens.
- 19.** Nous agirons pour empêcher l'exploitation des travailleurs et pour renforcer leur droit à la négociation collective. De récents

frontières. En outre, la maximale de travail et à la sécurité au travail et vie per-

- 20.** Nous entendons renforcer la participation des travailleurs à l'entreprise, au niveau de l'entreprise, au niveau de l'industrie, clé pour l'avenir, véritablement sociale. L'action internationale devra élargir la participation au niveau des groupes de travail et de consultation, et de directives sur le droit à la Société de droit européen. Les travailleurs doivent promouvoir un dialogue social et organisations professionnelles d'autres secteurs.
- 21.** Nous proposons de garantir les droits des enfants et de garantir le droit à l'éducation.
- 22.** Nous proposons de reconnaissant les expériences professionnelles et travail dans des conditions de sécurité et de

Protéger les droits des citoyens :

- 25.** La démocratie, la transparence et la responsabilité doivent être les pierres angulaires de toutes les réformes des institutions européennes. Nous proposons notamment de renforcer la transparence en obligeant les lobbyistes et les agences de lobbying à s'enregistrer comme tels auprès des instances communautaires, à rendre compte précisément de leurs interventions, des groupes ou institutions pour lesquels ils agissent et de tous les contacts qu'ils ont avec les élus, les divers services et l'ensemble des représentants officiels.
- 26.** Nous nous engageons à contrôler que toute législation européenne respecte pleinement les droits des citoyens consacrés par la Convention Européenne des Droits de l'Homme et par la Charte Européenne des Droits Fondamentaux. Nous renforcerons la législation anti-discrimination afin de rendre effective l'égalité de traitement quelles que soient les différences de sexe, d'origine ethnique, de handicap, d'âge, d'orientation sexuelle et de religion ou croyance.
- 27.** Nous proposons de garantir l'égalité de traitement sans discrimination pour tous les citoyens européens quand ils se déplacent dans l'Union, en recherchant la reconnaissance dans tous les Etats des mariages, des contrats d'union civile et des droits parentaux légalement reconnus par un autre Etat membre.
- 28.** Nous plaidons pour un rôle accru des régions et des collectivités locales dans la vie de l'Europe, reflétant leur rôle croissant dans

Nous pouvons
juste en disa
En juir

de la lutte contre le changement climatique

C'est maintenant, en pensant à nos enfants et à nos petits-enfants, que nous devons affronter le changement climatique. Une action immédiate permettra à l'Europe de devenir leader mondial dans les nouvelles technologies «vertes» et efficaces et lui évitera d'être appauvrie à l'avenir par les mesures imposées par le réchauffement. Ne rien faire, c'est mettre en danger la vie elle-même sur la planète. L'Europe doit donc rompre sa dépendance vis-à-vis du pétrole et du charbon, et prendre la tête du mouvement pour un nouvel accord mondial sur le climat pour la période d'après 2012, remplaçant et dépassant le Protocole de Kyoto.

Faire aboutir les négociations internationales pour un accord mondial sur le climat :

29. L'Union européenne doit prendre la tête des négociations internationales afin d'aboutir lors du sommet des Nations Unies

développement durable, climatique et s'y associer. Les massifs de technologies vont accroître la pauvreté et de contribuer à aggraver le réchauffement. Il faut veiller à ce que les émissions soient réduites, une hausse des émissions dans un pays, et donc dissuader les autres de verser de l'énergie vers des régions moins strictes.

31. En s'appuyant sur les partis sociaux-démocrates et les partis de la constitution d'un front large réunissant l'ensemble des forces du projet global et à l'opposition pour le développement durable.

Entraîner par l'exemple : l'énergie plus ambitieuse

32. Nous proposons de faire aboutir un accord climat qui définisse des objectifs ambitieux pour tous les secteurs encore non couverts, dont l'agriculture, l'alimentation et l'industrie, et qui mette en cohérence ces objectifs globaux avec les législations ayant un effet régional pour réaliser l'objectif.

- 34.** Nous soutiendrons une politique agricole commune moderne qui aide au développement cohérent du monde rural et qui valorise le rôle fondamental des agriculteurs, tout en consacrant le rôle de l'agriculture dans la protection de l'environnement, dans la garantie de la qualité alimentaire et de la sécurité d'approvisionnement, dans la préservation du paysage ainsi que dans le bien-être animal et végétal. Les biocombustibles peuvent contribuer à réduire les émissions des transports mais ne doivent pas compromettre la production alimentaire européenne et mondiale, l'intégrité de l'environnement, ni la biodiversité. La directive européenne sur les biocarburants doit être révisée pour faire prévaloir ce principe.
- 35.** Il revient à chaque Etat membre de se prononcer sur le recours à l'énergie nucléaire. Toutefois, vu l'importance de la sécurité nucléaire pour tous les pays européens, le contrôle des centrales nucléaires existantes et nouvelles doit être coordonné au niveau européen.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour mener la lutte contre le changement climatique.

Nous pouvons construire une société plus juste en disant: «les citoyens d'abord».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.



Nous continuerons à lutter contre le sexisme et pour que le renforcement des droits des femmes et des personnes transgenres soit au cœur des politiques avancées sociales, économiques et culturelles.

Faire de l'égalité entre les hommes et les femmes

Des progrès significatifs ont été accomplis ces dernières années vers une véritable égalité entre les hommes et les femmes, en grande partie grâce aux efforts des socialistes, des sociaux-démocrates et des démocrates progressistes en partenariat avec les organisations de femmes progressistes.

Pourtant des inégalités persistent : les femmes gagnent encore, en moyenne, 15% de moins que les hommes pour un même travail ; elles sont plus exposées au chômage, sont découragées d'entrer dans le marché du travail par le manque d'emplois adaptés à leur situation et se retrouvent souvent dans des postes sous-rémunérés, sous-qualifiés ou à temps partiel.

Des millions de femmes dans le monde souffrent encore de l'exploitation et de la violation de leurs droits, qui se manifestent dans le trafic d'être humains, la violence familiale, d'autres agressions encore.

Plus d'un demi-siècle après avoir acquis le droit de vote et l'éligibilité, les femmes n'ont pas encore leur véritable place sur la scène politique en Europe.

36. Nous proposons de faire de l'égalité hommes-femmes une priorité dans la politique sociale et économique et politiques de l'Union européenne.

37. Nous proposons d'assurer l'égalité entre hommes et femmes dans tous les droits actuels les plus importants.

38. Nous ferons campagne pour l'égalité entre hommes et femmes dans les domaines de décision, notamment au Parlement européen et au sein de la Commission européenne.

39. Nous entendons aider les femmes à concilier vie familiale et professionnelle et nous demandons à tous les Etats membres d'augmenter le taux déjà fixé de 33 % de

- 41.** Nous proposons d'encourager et d'appuyer les femmes chefs d'entreprise, les femmes scientifiques et les chercheuses en leur donnant accès à des opportunités accrues.
- 42.** Nous garantirons et défendrons les droits des femmes en matière de vie sexuelle et de santé reproductive dans toute l'Union européenne.
- 43.** Nous proposons de développer les moyens européens de lutte contre le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des personnes en intensifiant la coopération judiciaire et policière.
- 44.** Nous proposons d'encourager et de soutenir l'Union et les Etats membres dans la lutte pour l'élimination de la violence domestique et des violences dirigées contre les femmes, notamment celles frappant les femmes issues de minorités ethniques, à travers tous les programmes et fonds européens pouvant y contribuer.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour faire triompher, en poursuivant le travail que nous avons déjà mené, l'égalité entre les sexes au bénéfice des femmes comme des hommes.

Nous pouvons construire une société plus juste en disant: «les citoyens d'abord».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.



L'immigration est un des grands défis auxquels font face les Etats de l'Union européenne. Comme progressistes européens nous avons le devoir de l'aborder à partir de nos valeurs de justice, de démocratie, de défense des droits de l'homme et de solidarité.

Le défi est à la fois de lutter contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, de garantir une politique juste d'accueil des réfugiés pour tous ceux qui fuient la persécution, d'organiser une immigration légale équitable et responsable répondant aux besoins de main d'œuvre de l'Europe et respectant les droits des immigrés, et de faciliter l'intégration des immigrés dans leur nouvelle communauté avec les mêmes droits et obligations.

Nous comprenons les préoccupations exprimées par les citoyens vis-à-vis de l'immigration. C'est aussi la raison pour laquelle nous appelons à des réformes. La solution ne consiste pas à créer des ghettos ou à tomber dans la xénophobie ; elle passe par de réelles réformes pour garantir l'intégration des migrants, lutter contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains et œuvrer pour améliorer les conditions de vie dans les pays non-européens les plus pauvres, tout en empêchant la fuite des cerveaux à partir des pays en développement.

et sur le respect mutualisé d'admission au sein de l'Union, formant un processus d'expression, donnant aux mêmes obligations et l'intégration des familles dans l'Europe. Nous proposons des niveaux adaptés (locaux, nationaux, notamment une forme de pleine intégration dans

47. Nous proposons de lutter contre l'immigration clandestine aux frontières extérieures et la traite des êtres humains, en accords de partenariat incluant notamment

48. Nous nous engageons avec les pays tiers (y compris la réadmission) afin de tout en soutenant les projets destinés à contribuer au développement des pays en développement et à faciliter l'immigration des travailleurs qualifiés.

49. Nous soutenons le processus d'accueil des réfugiés et des personnes

Nous pouvons construire une société plus
juste en disant : « les citoyens d'abord ».

En juin 2009, donnons un nouveau
sens à l'Europe.

Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement

L'UE doit être à l'avant-garde de l'action pour la paix et le développement social et économique durable dans le monde, conditions premières de la sécurité à laquelle ont droit tous les êtres humains. Dans le monde instable d'aujourd'hui, trop de femmes, d'hommes et d'enfants sont encore confrontés à des menaces de tous ordres. Les Etats de l'Union européenne doivent donc agir encore plus solidairement pour garantir la sécurité de nos pays et de nos peuples. Nous pensons que l'Europe doit exprimer une parole commune plus forte dans le monde, et œuvrer ainsi à un meilleur avenir pour nos citoyens et pour la planète. Nous devons travailler ensemble pour la paix et pour une coopération internationale active, avec la volonté d'éradiquer la pauvreté et de développer la solidarité entre citoyens dans le monde.

émocrate des Etats-Unis, le
ans le sens du multilatéralisme

UE doit encore éléver le niveau de paix et de stabilité, résoudre les conflits, le maintien de la paix, la sécurité, la stabilité, la croissance, et développer ses capacités de résilience et de résistance aux crises civiles ou environnementales. La UE doit également faire face aux profondes causes des conflits et des crises, et promouvoir un développement en faveur de la paix, de la sécurité, de la stabilité, de l'innovation et de l'axé sur les personnes. La UE doit notamment appuyer le développement dans ces domaines, en particulier les programmes de microcrédit.

Promouvoir la paix et la

- Nous proposons que le domaine de la paix et de la stabilisation en Afrique soit assuré en assumant la responsabilité de la paix dans les Nations Unies.
 - Nous proposons de faire de la lutte contre le terrorisme la priorité essentielle et être assuré que le cadre de l'Etat de droit sera respecté. Nous poursuivrons

les accords internationaux de contrôle des armements et de non-prolifération, et de rendre plus strictes et transparentes les règles du Code de conduite européen sur les exportations d'armes. Nous voulons un monde sans armes nucléaires.

- 54.** Nous proposons que l'Europe agisse au sein de l'ONU pour une Alliance des civilisations ayant pour mission de renforcer le dialogue et le partenariat entre les peuples et les cultures comme instrument de promotion de la paix et de la sécurité mondiale.
- 55.** Nous proposons d'augmenter la coopération en matière de défense entre Etats membres de l'Union, en respectant les options propres des politiques de défense et de sécurité des Etats membres. Le développement des initiatives de l'Union européenne pour sa défense doit faire l'objet d'une coordination avec l'OTAN.
- 56.** Nous appuyons la réforme des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité, ainsi que la révision des règles de décision, du mandat et du fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque Mondiale et des banques régionales, et du Fonds Monétaire International. L'attribution des droits de vote au sein du FMI doit mieux refléter les intérêts des pays en développement, en particulier les plus pauvres.
- 57.** Nous soutenons l'instauration au sein des Nations Unies d'un moratoire sur l'application de la peine de mort.

fondamentaux de la
multiculturel et multiculturel
sommes en faveur de la
Turquie dans une perspective
sur la base de critères objectifs
tenir leurs engagements.

- 59.** La stabilité dans l'Europe Orientale est aussi importante que l'établissement de partenariats européens avec les pays voisins à l'Est de l'Union. Nous proposons la création d'une Union pour l'Europe Orientale, qui favorise le dialogue structuré entre l'Union et ses partenaires, la démocratie et des partenariats dans des domaines de coopération régionale pour la Moldavie et la Roumanie.
- 60.** Nous continuerons à promouvoir l'Europe euro-méditerranéenne comme instrument et un moteur du développement social et économique. De plus, nous voulons mettre fin au conflit au Proche Ouest et apporter la paix et la stabilité à la communauté palestinienne et à la Palestine à une solution négociée.
- 61.** Nous proposons de renforcer la présence de l'Europe dans le continent latino-américain.

l'approfondissement des relations commerciales.

- 64.** Nous appelons à un renforcement des relations avec l'Inde, en tant qu'acteur mondial émergent, sur la base du respect mutuel et d'un dialogue ouvert.
- 65.** Nous proposons de donner sa pleine application à la stratégie Afrique-UE et de la conforter pour renforcer les relations entre les deux continents, résoudre les questions qu'ils ont en commun et établir des accords de partenariat économique, au service du développement à long terme de l'Afrique.

Eradiquer la pauvreté:

- 66.** La nouvelle législature du Parlement européen, de 2009 à 2014, coïncide pratiquement avec la période restante pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU, à l'horizon 2015. Jusqu'à présent les progrès constatés l'ont été surtout dans les régions à forte croissance d'Asie et notamment en Chine, alors que l'Afrique continue à souffrir des effets dévastateurs de la pauvreté extrême. La hausse des prix de l'alimentation et du combustible compromet également, dans bien des régions, les avancées obtenues. Nous emploierons donc cette législature pour stimuler l'effort afin d'atteindre les objectifs pour 2015. Nous proposons de mettre les objectifs internationaux de développement au centre des politiques européennes, qu'il s'agisse de l'aide au développement, du commerce ou de la réforme des institutions mondiales. Il faut dégager, en plus des programmes d'aide existants de l'Union,

67. L'Europe doit soutenir l'orienter en faveur de Doha pour le développement national plus juste, pour l'introduction plus fortes.

68. Face à la crise, nous devons coopérer pour faire face aux crises alimentaires, et de la pauvreté dans les pays par une concertation de production agricole et sociale.

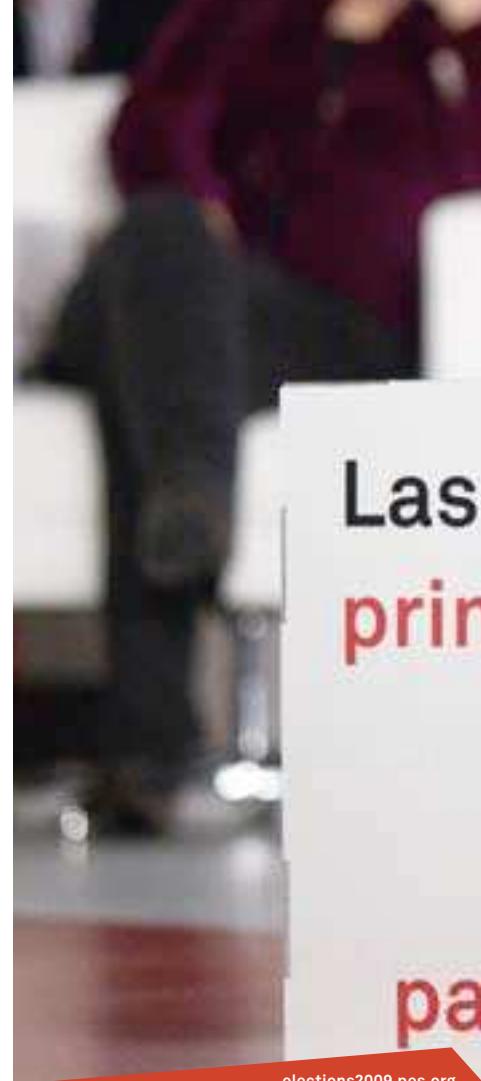
69. Nous nous assurerons que l'Union européenne respecte les droits humains, sociaux et économiques, pour être vérifiée et que le développement, commercial et social, en cours de négociations, soit équitable et éthique.

70. Nous agirons pour l'agriculture dans l'Union en Europe. La sensibilisation à ce type de commerce équitable aideront à garantir que les personnes dans le monde entier peuvent accéder à la sécurité alimentaire.

de notre propre développement et de notre sécurité future.

Nous pouvons construire une société plus
juste en disant: «les citoyens d'abord».

En juin 2009, donnons un nouveau
sens à l'Europe.



Faites entendre votre voix en Europe en juin 2009

Lors de ces élections européennes, le vote de chaque citoyen sera décisif. Tous les hommes et toutes les femmes d'Europe doivent choisir entre une Union européenne orientée à gauche travaillant avec les Etats pour relever les défis dans l'intérêt des citoyens et une Union européenne dominée par la droite laissant l'avenir de nos pays et de nos peuples dans les mains du marché.

Mais pour mener les profondes réformes de progrès qui placent «les citoyens d'abord» et qui permettent d'assurer le bien-être futur des européens individuellement et collectivement, nous avons besoin d'une forte majorité progressiste au Parlement européen. Avec les partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes et démocrates progressistes d'Europe, nous proposons de créer cette majorité afin de concrétiser notre manifeste citoyen et nos six priorités de réforme pour une Europe du progrès:

Nous avons écouté les citoyens de l'Europe et leur voix publique sur les priorités que nous devons prendre pour agir dans le sens des espoirs et des besoins de l'Europe. Nos propositions présentées dans ce programme nous sommes une force pour faire évoluer l'Europe et améliorer la vie des citoyens.

Nous pouvons faire évoluer l'Europe pour une société plus juste et plus solidaire
«les citoyens d'abord»
En juin 2009, nous voterons pour une Europe du progrès



**Ljudi na prvo mesto : Evropa
na novi poti**

**Las personas primero : Un nuevo
rumbo para Europa**

**In primul rand oamenii : O noua
directie pentru Europa**

**Mensen centraal : Een nieuwe
koers voor Europa**

**Ihmisen ensin : Uusi
suunta Euroopalle**



**Citoyens d'abord : Un nouveau
sens pour l'Europe**

**People First : A New Direction
for Europe**

**Első helyen a népesség : Új
irányvonal Európa számára**

**Lúdia na prvom mieste :
Nový smer pre Európu**

**Πρώτα ο Πολίτης : Μια Νέα
Κατεύθυνση για την Ευρώπη**

**Mennesker først : En ny
retning for Europa**

**Pirmiausia - žmonės : Nauja
kryptis Europai**

**De Mënsch fir d'éischt : Eng nei
Richtung fir Europa**

**Lidé na prvním místě : Nový směr
pro Evropu**

**Mennesker framfor marked : En ny
retning for Europa**

**As pessoas primeiro : Um novo
rumo para a Europa**

**Mensen op 1 : Een nieuwe
koers voor Europa**

**Cilvēki pirmajā vietā : Jauns
virziens Eiropai**

PES

www.pes.org

Le présent ouvrage appartient à la collection «Les publications du PSE».

Copyright 2009 PES

ISSN 2072-7313

Tous droits réservés. Aucune partie de cet ouvrage ne peut être reproduite,
sous quelque forme que ce soit, sans l'accord écrit de l'éditeur.
Publié pour la première fois en 2009 par Les publications du PSE.

Avec le soutien financier du Parlement européen.

Parti Socialiste Européen
Rue du Trône, 98 - 1050 Bruxelles - Belgique

